

<https://cafepedagogique.net/2024/08/28/les-syndicats-denoncent-le-manque-de-legitimite-...>

Café pédagogique

6 min read

Les syndicats dénoncent le manque de légitimité de la Ministre

Les syndicats dénoncent le manque de légitimité de la Ministre



Les syndicats sont unanimes sur les propos de Nicole Belloubet tenus lors de sa conférence de rentrée mardi 27 août 2024. Ils dénoncent ses annonces comme sa légitimité dans un contexte d'incertitude politique.

La ministre démissionnaire a annoncé la généralisation des évaluations nationales à l'école primaire. Guislaine David, co-secrétaire générale du SNUipp, Nicole Belloubet dénonce le « *refus de comprendre* » de la ministre. Pour elle, « *elle ne veut pas comprendre les revendications de la profession, et c'est très grave* », et ce « *malgré les explications des intersyndicales et les résultats de la recherche en éducation* » : « *les évaluations nationales standardisées telles qu'elles sont faites en France ne permettent pas la progression des élèves* » elle ne veut pas comprendre » rappelle-t-elle.

La CGT Educ'action souligne que « rien n'a été dit » sur « le manque chronique de personnels » : la ministre « symbolise le maintien de la politique de casse de l'éducation nationale, du tri social des élèves, du manque d'investissement dans les services publics, contre les votes exprimés par la très grande majorité des électeurs et électrices aux législatives. » Le communiqué de presse de la CGT Educ'action appelle « les personnels à refuser collectivement de faire passer les évaluations nationales dans le 1^{er} et le Second degré et appelle à ce titre les personnels à la grève le 10 septembre. C'est ensemble que nous pouvons agir pour un autre projet d'École soucieux de la réussite de toutes et tous. »

Pour l'UNSA Education, « le bilan des politiques éducatives menées sous les mandats d'Emmanuel Macron est sans équivoque. L'adhésion au choix politique a perdu 20 points en 7 ans. » Le syndicat poursuit : « le désaveu est manifeste, et notre système éducatif tient par l'engagement de nos collègues qu'il faut reconnaître et respecter. » UNSA Education juge qu'un changement de cap s'impose », « Il est grand temps de stopper la déconnexion politique avec la profession. » de

Sophie Vénétitay, co-secrétaire du SNES FSU juge la situation « grotesque et ridicule » : « le flou n'arrange pas les affaires de l'Éducation nationale ». Pour elle, la « ministre démissionnaire » fait des annonces sans aucune légitimité. L'interdiction du téléphone portable est « un gadget », ce n'est « pas quelque chose de nouveau, on en parle depuis quelques années ». Elle souligne le contexte de l'école qui a besoin de mesures fortes et non de gadget, « l'heure est à prendre la mesure de la grave crise », « il n'y a plus de temps à perdre pour réparer l'Éducation nationale ».

Pour le syndicat de personnel de direction ID.FO, « le compte n'y est pas pour les personnels de direction. L'exaspération et la colère sont au plus haut dans la profession ».

Djéhanne Gani



Nos derniers articles